L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS SAMEDI MATIN, 31 OCTOBRE 1874. 42me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI MATIN, 31 OCTOBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par le shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, à un terrain au faubourg Franklin, 3ème district, borné par les rues Marigny, Mandeville, Girod et St. Jean-Baptiste.

Par S. Guinault, au coin des rues Lisard et Lafée, à l'écurie de Mme Yve Michel Fleitame,—une vacherie,

Par Vincent & Co., aux Nos 67 et 69 de la rue de la Douane—habillements d'automne et d'hiver.

Par G. de Feriet, au No 58 rue du Canal,—continuation de la vente chez M. Malochée.

Par D. F. Morphy, rue des Magnolias 102 & 104, —blouts et gros à cuir.

Par Nash & Hodgson, au No 74 de la rue du Camp,—continuation de la vente par catalogue de groceries, vins, liqueurs, etc.

ATTENTION !

☞ Propriété améliorée, dans le 3ème district à l'encan par le Shérif.

Nous appelons l'attention publique sur la vente aux enchères qui aura lieu aujourd'hui à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale par le ministère du Shérif d'un terrain avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situés dans le Troisième District de cette ville, rue Marigny, entre celles de St Girod et St Jean-Baptiste.

Pour le détail et les conditions voir aux annonces.

Continuation de la vente de groceries par catalogue.—MM. Nash & Hodgson terminent aujourd'hui la vente du stock de groceries, avec wagons, mulet, etc.... de W. H. Rensing & Co., rue du Camp, 75. Farine, bacon, thés, vins, whiskeys, etc., ce matin, à dix heures et demie.

SPECTACLES.

Samedi, 31 octobre 1874.

ACADEMIE.—A midi, Mons Alphonse and Lingard exécutent le soir, Diane.

GLOBE.—A midi—Black Eyed Susan; le soir, les Brigands.

LE NŒUD DE LA SITUATION.

Les scandales politiques redoublent à mesure que l'élection approche et avec l'aide des troupes fédérales on ne sait vraiment pas où ils s'arrêteront. Il ne faut pas oublier que l'enregistrement et le dépôt des bulletins aux polls ne sont pas la conclusion des opérations électorales et qu'il faut y ajouter l'acte suprême du compte des votes avec la proclamation des résultats. Cela concerne le Bureau des retours qui, d'après une loi radicale, a un pouvoir souverain d'approbation et de décision. Le vote des ejecteurs de la Louisiane ne sera bien à la merci des hommes qui composent ce bureau et c'est par là que se termine l'exercice du premier droit d'un peuple républicain, le droit d'élire. Il commence par la liberté et finit par un étouffoir.

Et si l'étouffoir survient les colorées et déteintes une insurrection par les inégalités qu'il favorise et les causes qu'il proclame, un pouvoir odieux et sur lequel prêt à le soutenir brutalement dans toutes ses conséquences. Voilà ce qui est déjà arrivé ici deux fois et ce qui peut arriver encore si le pouvoir brutal dont nous parlons y trouve son intérêt, sans se laisser affecter par un sentiment de pudeur ou par la force de l'opinion publique.

La fédération n'est donc pas ce qui protège les Etats qui ne peuvent se protéger eux-mêmes, et l'on peut dire des aujourd'hui que la fédération est morte ou plutôt qu'elle est livrée aux entreprises des factions. Encore si ces factions étaient libres de se mouvoir dans leurs sphères propres, on pourrait espérer d'en voir la fin par le triomphe final de celle que le peuple préférerait et soutiendrait. Mais dans l'ordre fédéral, les factions d'Etat ne s'appartiennent pas à elles-mêmes; elles suivent un mouvement donné, une direction indiquée, et les vrais intérêts locaux sont tous sacrifiés à des calculs individuels et à des ambitions stériles, quand elles ne sont pas funestes.

Telle est l'ambition de Grant aujourd'hui, ambition qui ne se connaît pas elle-même et qui se meut péniblement dans un cercle sans modèle et sans précédent aux Etats-Unis, nous pouvons dire aussi sans bornes. Grant est assez dépourvu d'esprit, bien qu'il soit obstiné de caractère, pour ne pas comprendre qu'il manque des qualités nécessaires à un dictateur. Tout ce qu'il sait, ou plutôt ce qu'il sent, c'est qu'il aime le pouvoir et qu'il veut y rester, et comme les moyens qui appartiennent aux grands hommes lui font défaut, il suppose, pour accepter son lot, les petites roueries à l'usage de ces pauvres candidats qui briguent les plus modestes places. Il promet, il trompe, il ment, il ne dit rien; il se dit rien inférer pour mieux mentir sous prétexte que dans la position qu'il occupe, il doit s'abstenir en politique, de tout ce qui est de s'engager à ses devoirs officiels. Le rôle est ainsi plus facile pour l'homme qui, comme Grant, n'aime pas à parler et qui compte plutôt sur les circonstances que sur lui-même pour arriver à ses fins.

L'ambition de Grant est donc le mal de la situation, et c'est que chose tout à fait nouvelle dans l'histoire fédérale de ces Etats. En effet, aucun Président, jusqu'ici n'avait eu la pensée d'un troisième terme, encore moins celle d'un quatrième ou d'un terme perpétuel; aucun de ces Présidents n'en avait même été soupçonné et tous auraient énergiquement et publiquement repoussé le soupçon comme la plus grave injure qui pût leur être adressée. Aussi la chronique contemporaine ne s'était-elle jamais permis contre eux la moindre insinuation.

Cette influence d'un troisième terme présidentiel n'avait donc jamais pesé sur la situation et c'était bien une influence exceptrice de mœurs, et la plus désastreuse de toutes. Restait alors la corruption locale des Etats, mais cette corruption n'était pas dangereuse en de qu'elle ne s'appuyait pas et ne pouvait s'appuyer sur la force étendue de différence d'opinion était tout simplement chose à régler entre gouverneurs et électeurs et les moyens ordinaires suffisaient pourdénouer les difficultés du moment. On attendait le jour du vote et la majorité électorale décidait sans appel.

Nous sommes bien loin de cette époque où il pouvait y avoir des limites dans le fonctionnement des affaires publiques, mais où l'on respectait du moins toutes les libertés constitutionnelles. On n'en demandait pas davantage et les Présidents succédaient aux Présidents, comme les gouverneurs aux gouverneurs, dans tous les Etats, sans donner lieu à des manifestations actives et sans appeler, dans la sphère fédérale, aucune intervention, aucune influence étrangère ou extra-légale.

Aujourd'hui tout est changé parce que les ambitions ne sont plus les mêmes. Dans toutes les questions soulevées, ce n'est pas un principe qui nous voyons se dresser mais un homme. Est-ce un principe qui a mis par deux fois à la tête du gouvernement le droit de McEnery? Non, c'est un homme, c'est Grant. Est-ce un principe qui maintient la Caroline du Sud sous le joug de la tyrannie noire du blanc chef? Non, c'est un homme, c'est Grant. Est-ce un principe qui maintient la Louisiane sous le joug des radicaux? Non, c'est un homme, c'est Grant. Est-ce un principe qui suscite et envenime les haines entre races dans les Etats ci-devant esclavagistes? non, c'est un homme, c'est Grant. La preuve de cela est que, si ces Etats voulaient s'engager à voter pour Grant, Grant leur assurerait toutes les libertés qu'ils désirent et toutes les immunités auxquelles ils ont constitutionnellement droit.

Voilà donc toute la difficulté de la situation. Si Grant, au lieu de ressembler à Lincoln, eut ressemblé à Buchanan, comme Buchanan ressemblait à Pierce, comme Pierce ressemblait à Fillmore, comme Fillemore ressemblait à Polk, comme Polk ressemblait à Tyler, comme Tyler ressemblait à Van Buren, comme Van Buren ressemblait à Jackson, il y a longtemps que la plaie faite par l'abolition de l'esclavage serait cicatrisée et que les Etats-Unis, au lieu de regarder par la guerre, persisteraient rentrés dans la voie des libertés pacifiques et des principes constitutionnels. En ce cas, tous les scandales politiques que nous voyons eussent été évités. Ils ne eussent donc, selon nous, que lorsque ce hors-d'œuvre présidentiel, Grant, aura un successeur qui ne lui ressemblera pas.

L'Election.

Deux jours seulement nous séparent de l'élection et toutes les tentatives faites par les Conservateurs pour amener M. Kellogg à réaliser ses promesses relativement à un enregistrement honnête et loyal ont abouti à laisser les choses sous l'empire des dispositions iniques de la loi d'enregistrement. La révision des listes, au lieu de se faire depuis le 23, n'a commencé qu'hier et seulement dans quelques bureaux. Il est donc probable que bien peu des 3,000 enregistrements frauduleux, découverts par les inspecteurs-démocrates, pourront être rayés, tandis que les créatures de Kellogg ne se feront pas faute de biffer sous le plus léger prétexte tous les blancs dont l'inscription offrira la moindre irrégularité.

Malgré toutes leurs fraudes et leur mauvais vouloir, les radicaux n'arriveront pas à annuler la majorité conservatrice en ville: ils ne pourront que la réduire.

La liste des bureaux d'élection comprendra au moins 120 bureaux. Cette liste ne sera publiée que dans les journaux du dimanche matin, la veille de l'élection. D'après une disposition inique de la loi d'élection, chaque électeur pourra voter à l'un quelconque des bureaux de son ward. Les radicaux ont inséré cette disposition dans la loi afin de rendre plus difficile la découverte des fraudes. Elle a, en outre, l'inconvénient de créer une grande confusion et de rendre le dépouillement des votes plus long, parce qu'il pourra être reçu beaucoup plus de votes à certains bureaux qu'à d'autres.

Kellogg n'a même pas répondu aux propositions qui lui avaient été faites pour l'adoption d'un système plus rationnel et offrant d'égales garanties aux deux parties. Il est résolu à tirer tous les avantages possibles des infâmes lois radicales d'enregistrement et d'élection.

Il importe donc que les conservateurs redoublent de zèle et d'énergie pour découvrir les fraudes. Des mesures seront prises par les comités à cet effet. Nous engageons tous les citoyens à accorder leur concours à cette œuvre de surveillance et à ne pas marchander leur dévouement.

Il a été suggéré de fermer le jour de l'élection les magasins et les ateliers, et de suspendre les affaires afin de permettre à chaque citoyen de se consacrer à ses devoirs civiques. Cette mesure est la une excellente observée autant que cela est praticable.

Il serait bon que les clubs-mères de chaque ward délégassent un certain nombre de citoyens pour rester aux polls, afin de prêter leur concours aux supervisors des Etats-Unis, soit comme témoins pour constater les fraudes, soit comme conservateurs de la paix publique. Nous pensons que des instructions à ce sujet seront publiées par le comité de paroisse. L'attitude des citoyens doit être à la fois calme et énergique. Ils doivent respecter les droits de leurs adversaires politiques mais en même temps faire respecter les leurs.

LES VAUTOURS.—Sous ce titre le Shreveport *Times* publie, dans son numéro du 27, un article dans lequel il flagelle de la façon la plus sanglante la conduite du major Lewis Merrill qui, dit-il, s'est fait connaître dans le Missouri, comme un pillard et un bourreau de mineurs. Mais ce major paraît cuirassé contre les attaques de la presse.

LE FABRICANTS D'AFFIDAVITS. — Il se trouve, dit le Shreveport *Times*, qu'un des hommes contre lequel Merrill dirige cette mesure une accusation de violation de la loi dite "Enforcement Act" était mort deux ans avant l'époque où le crime allégué aurait été commis. Sur ceux qui ont été arrêtés il y en a un qui n'a jamais existé l'arrangement, un autre a été rejeté après l'affidavit. Il y a des lois contre le parjure en Louisiane, mais Kellogg ne peut être si osieux que même les boîtes nettes qui l'appuient n'auront aucun égard aux lois faites par son gouvernement.

ADRESSE D'EDWARD BOOTH. — Nous avons reçu une éloquente et énergique adresse de ce patriote aux électeurs du 1er ward; nous regrettons de ne pouvoir la traduire, mais les électeurs la trouveront affichée sur les murs. Elle se termine ainsi "La Louisiane compte que chacun de nous fera son devoir" —à quoi nous disons "amen".

DISAPPARITION DU LOUISIANAIS DE ST-JACQUES.—Un supplément du *Louisianais*, en date du 29 octobre, que nous trouvons dans notre boite à la Poste, nous apprend que ce journal, suspendu depuis plusieurs mois, a reparu. La publication hebdomadaire régulière du Louisianais doit être reprise après l'élection. Nous emprutons au supplément les informations suivantes :

Les Démocrates, les Conservateurs et tous les citoyens de St. Jacques, sans distinction de race ou de couleur, opposés aux radicalisme en Louisiane, sont invités à se réunir en assemblée publique, aux lieux et aux jours ci-après désignés, savoir :

1e—Samedi prochain, 31 octobre 1874, à 3 heures P. M. à la vieille Eglise St. Michel, rive gauche du fleuve.

2e—Dimanche le 1er novembre 1874, à midi précis, près du magasin Billon, rive droite du fleuve.

Le but principal de cette assemblée est de présenter au peuple conservateur de la paroisse le Col. E. John Ellis, notre candidat au Second District Congressionnel. Il se fera entendre à ces deux assemblées, et sera secondé par plusieurs orateurs de St. Jacques et d'ailleurs.

SIGNE: Alfred Roman, F. P. Poché, E. C. Aïre, Jules Dornier, J. V. Armant, A. L. Jean Bonnegeois.

Membres du Comité Exécutif de Paroisse.

ARRIVEE DU STEAMER STRASSBURG.—Le steamer Strasburg, de la ligne du Lloyd de l'Allemagne du Nord, parti de Brême le 6 octobre, avec escale à Southampton, au Havre et à la Havane, est arrivé hier dans notre port. Voici la liste de ses passagers de chambre :

De Brême—M. et Mme Aron Strauss-Mme Rodwitz, M. Edward Meyer, M. J Kuegg, M. et Mme Carl Schlirer, M. Heinrich Pohl, M. et Mlle H. d'Oleire, M. Herm. Hume, Mme. Theresa Fasnacht et enfant, M. Th. Oesterrich, M. P. Horn, M. H. Zuberbier, M. Heinr. Scbes.

Du Havre—Mme Harris, 2 enfants et une domestique, Mme Chs. Trouilly, Mme Sophie Bertran, MM. Dejean, L. Chambodut, Hoffman.

De Southampton—MM. P. Parravacini, Henry Schmid.

De la Havane—M. Alonzo Peres y Perres, Mme George N. Morgan.

DÉPÊCHES EUROPÉENNES.—Nous trouvons les dépêches suivantes dans l'un de nos échanges :

Bruxelles, 26 octobre : Le *World* dément l'armement prétendu suivant lequel la France appuierait la politique d'Isabelle en Orient, et il contredit positivement le bruit que l'Allemagne allait sur le point s'entr'ouvrir à la France une note endossant les plaintes de l'Espagne, au sujet des carlistes. Le Nord déclare à l'appui de ce démenti, que le ministère des affaires étrangères en Allemagne est loin d'approuver le ton de la dernière communication de l'Espagne à la France.

Paris, 26 oct.—Le *Temps* explique l'inaction de l'armée républicaine en Espagne par le fait que le temps de service d'un grand nombre de soldats est expiré et que les rangs sont remplis avec de nouvelles recrues.

Londres, 26 octobre.—Le GLOBE annonce aujourd'hui que les sujets établis dans l'archipel des Soulou, ont adressé un mémoire au cabinet de Londres pour se plaindre des dommages qu'ils ont soufferts depuis que l'Espagne a pris possession de ces îles. Un navire de guerre anglais y sera envoyé pour faire une enquête.

Rome, 26 oct.—L'*Opinione*, parlant du bruit suivant lequel Garibaldi serait dans le dénouement et aurait accepté des secours d'Amérique, presse le gouvernement italien de faire une nouvelle tentative pour engager Garibaldi à accepter une pension.

Londres, 26.—Une adresse est poursuivie à Moscou pour des faux s'élevant à $400,000. L'affaire cause une profonde sensation en Russie.

THÉATRE DU GLOBE.—Le club Shakespeare a donné une représentation hier soir à ce théâtre, avec l'aide du personnel de la troupe régulière.

Aujourd'hui en matinée on jouera Black Eyed Susan et le burlesque intitulé les Brigands, le soir.

ACADÉMIE DE MUSIQUE. — La seconde représentation de la "Tentation" par la troupe Lingard, à l'occasion du bénéfice de Mlle Alice Dunning, a été un magnifique succès, dont la bénéficiaire a pu tirer d'entières satisfactions.

La salle était comble et jamais public n'a été plus enthousiaste.

Nous répétons que le rôle de Camille convient parfaitement à Mlle Alice Dunning et qu'elle ne paraît jamais autant à son avantage que dans cette pièce.

M. A. Sendtbeck est un véritable artiste, qui joue avec sentiment et avec naturel. M. Horace Lingard est un très bon comique et M. Harry Colton a de beaux mouvements.

On jouera en matinée aujourd'hui, Monsieur Alphonse, et le spectacle sera répété le soir.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

LA JUSTICE PARLE.

Une décision du juge Abell relativement à un cas de naturalisation dans la Seconde Cour de District.

Mercredi, dans la première cour de district, juge Abell, la question importante du jour a été soulevée, au sujet de la formation d'un jury dont un des membres se trouvait être un citoyen naturalisé par la seconde cour de district.

Le juge Abell après avoir pris la cas en considération, a décidé qu'en vertu de la loi la Cour avait juridiction et qu'elle avait plein pouvoir pour émettre des papiers de naturalisation. Le juge a déclaré qu'il ne pouvait y avoir le moindre doute que la Seconde Cour de District eut juridiction pour toutes les affaires relevant de la loi commune, et que c'était là le sens exact de l'acte du Congrès auquel mention a été faite.

Il a donc été ordonné par le juge Abell de recevoir le citoyen naturalisé par la Seconde Cour de District comme juré compétent.

La juridiction de la Seconde Cour de District.

M. Field, qui paraît prétendre que la Seconde Cour de District n'avait pas juridiction pour naturaliser des étrangers, reste toujours, comme dans la *Favorite*, seul..... avec son opinion.

Les avocats entiers de la Nouvelle Orléans le condamnent, sans en excepter les avocats radicaux les plus fanatiques, tels que Billings, Dibble, etc., qui, quoiqu'ils n'ont pas assisté à la réunion de l'autre jour, prouvent par leur silence même, qu'ils ne partagent pas l'opinion si essentiellement radicale de leur chef de file, le pseudo-Field.

Le dernier coup de massue pour ce vertueux officier public est le télégramme suivant du juge John A. Campbell, daté de Baltimore le 27 octobre :

"J'ai donné toute mon attention à la question de juridiction de la Second Cour de District de la Nouvelle-Orléans pour naturaliser les étrangers, et je m'accorde entièrement avec le décision lecteur de cette ville pour dire que la dite Cour a ce pouvoir et ce droit.

JOHN A. CAMPBELL.

Une clause de la loi d'élection

Il y a une clause importante de la loi d'élection qu'il est nécessaire de suivre à la lettre, pour éviter les fraudes le jour de l'élection. Cette clause est ainsi conçue :

"Tout votant aura le droit de déposer son vote dans la boîte, *de sa propre main*."

Article 10 de la loi d'élection

Nous devons nous attendre à ce que nos droits, car nous avons à combattre des ennemis sans scrupule qui abuseront de tous les avantages que leur accorde l'administration fédérale.

Que nos concitoyens ne s'en rapportent qu'à eux-mêmes pour déposer leurs votes dans l'urne électorale.

Il paraît qu'il y avait des préjugés parmi les juges d'élection de M. Kellogg et on ne saurait trop se méfier d'eux.

Révision de l'enregistrement.

La loi ordonne que pendant neuf jours, après que l'enregistrement aura été clos, les listes soient soumis à une révision générale, afin de découvrir les fraudes qui pourraient avoir été commises et de rectifier les erreurs.

Les radicaux ont soin d'observer la loi n'ont ouvert qu'hier les bureaux d'enregistrement.

Ceux de nos concitoyens dont les certificats d'enregistrement sont mal numérotés ou qui ont découvert un vice de forme quelconque dans ces certificats, sont priés de s'adresser ce matin au No 59 de la rue St-Charles.

Meeting dans le 3ème Ward.

Il y a eu, hier soir, une réunion nombreuse et enthousiaste dans la salle du Club des Travailleurs, sous la présidence de M. John Herbert est le président. Il y avait 300 à 400 citoyens présents. La réunion a été haranguée par les orateurs suivants : MM. Geo. Ellerbrock, C. F. Buck, le colonel S. J. W. Smith, le colonel Eugène Waguaman et James Lingan. Les discours ont été chaleureusement applaudis et tous les citoyens présents ont paru bien résolus à faire leur devoir lundi.

Mass Meeting dans le 2ème Ward.

A une réunion générale des citoyens conservateurs du 2ème ward, les résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité :

Résolu, que les nominations faites par la convention de Baton Rouge du 24 août 1874 et par la convention de paroisse du 6 octobre soient ratifiées sans exception.

Résolu, que toute tentative de la part du gouvernement actuel de l'Etat de dépouiller les citoyens naturalisés du droit de suffrage, est une violation de la loi et un attentat aux libertés des droits américains, et qu'il est conséquemment de notre devoir de maintenir, quoiqu'il en coûte, les prérogatives de nos concitoyens d'origine étrangère.

Résolu, que nous acceptons avec reconnaissance les offres de nos citoyens de couleur de marcher qui désirent coopérer avec nous que nous reconnaissons que leurs intérêts sont inséparablement liés aux nôtres et que nous apprécions énormément les efforts qu'ils font pour nous aider à régénérer notre Etat et à le libérer d'un gouvernement odieux.

Résolu, que tout en accordant le respect qui leur est dû à tous les représentants de l'armée et de la marine des Etats-Unis qui se trouvent dans notre ville, nous protestons contre leur intervention dans les affaires locales d'un Etat, en l'office de certains politiciens, et nous dénonçons cette intervention comme un attentat aux libertés civiles de tous les Etats de l'Union.

Crescent City Relief Association.

Les dames qui composent la Crescent City Relief Association, se sont réunies avant-hier sous la présidence de Mme Wilkinson.

Le comité de souscriptions a rapporté que la somme collectée en faveur des victimes de la révolution du 14 septembre se monte actuellement à 1,000 et mille cent quatre-vingt-dix sept piastres.

La question de savoir quelle était la meilleure façon de disposer des fonds a soulevé quelques difficultés.

Quelques dames pensaient que le mieux était de déposer l'argent en banque comme fonds de secours, en faisant une pension mensuelle aux familles des victimes, tandis d'autres désiraient que la somme entière fut distribuée sans retard à ceux qui en avaient le plus besoin.

On a mis la question aux voix et il a été décidé par 65 votes contre 47 que le dernier plan serait adopté.

Cinquième district de 2ème ward.

Les membres de ce club démocratique sont sortis en procession hier soir et ont défilé dans les rues principales de la ville.

En passant devant les bureaux de l'*Abeille*, ce club s'est arrêté pour donner une sérénade pour laquelle nous le prions d'accepter nos remerciements.

TEMPERATURE.—30 oct. 1874.

Thermomètre de C. Duhamel, opticien

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	70	21
12 M.	78	26
3 P. M.	78	26
6 P. M.	71	21

—On lit dans le *Mémorial diplomatique* du 10 octobre :

"Le Congrès international et postal, qui s'est réuni à Berne, vient de terminer ses travaux. Tous les Etats européens (sauf la France) et les Etats Unis d'Amérique ont adopté la convention générale, qui crée en quelque sorte un territoire postal universel comprenant 300 millions d'habitants, dont la correspondance sera réglée par un tarif unique et par un règlement uniforme. Le gouvernement français a dû subordonner son adhésion au vote de l'Assemblée nationale."

—C'était en Sicile, en 188....; j'ai oublié l'année précise. Un enfant de cinq ou six ans, appelé Zucchero (ce qui veut dire sucre) faisait courir tout Palerme aux séances de calcul rapide que ses parents exploitaient le don de l'enfant prodige, lui faisant donner à leur profit. Il n'est de problème, si compliqué et si long à résoudre qu'il fût, que l'enfant ne résolvait, en jouant, et avec une promptitude merveilleuse.

Dans la même année, à Messine, un second enfant, à peu près de même âge, du nom de Mangiamele (*mange miel* ou *mange pommes*), se produit à son tour en public, faisant les mêmes calculs et joué aussi rapidement. C'est au point que l'on accompagna une supercherie. Mais laquelle? On trouvait déjà invraisemblable qu'un enfant pût faire en quelques secondes le besogne que le meilleur comptable ferait à peine en un quart d'heure. Juges de la surprise quand on vit surgir un second enfant-prodige.

Et peu de temps après il en survint un troisième dont le nom m'échappe. Comment expliquer ce caprice de la nature?

L'un de ces petits prodiges—Zucchero, le crois—donna deux fières leçons. Une à des membres de la Société des géomètres, l'autre à un imbécile.

On lui avait proposé un problème à peu près dans le genre de celui que l'on a vu plus haut. Il s'agissait de calculer combien de jours s'étaient écoulés depuis la naissance de Jésus-Christ. L'enfant répondit presque immédiatement par un chiffre. Les géomètres en prirent à calculer à leur tour, et, après un laps de temps assez raisonnable, ils comparèrent les deux chiffres et déclarèrent que l'enfant s'était trompé de quelques centaines.

—Pas possible, fit celui-ci avec un aplomb inouï. Ah! je vois, ajouta-t-il en souriant. Vous avez oublié que chaque quatre années, il y en a une bissextile; de là le nombre de jours que vous trouvez en plus.

C'était parfaitement exact.

L'autre leçon fut non moins cuisante. Un de ces mauvais plaisants qui font de temps en temps la joie d'une académie, proposa cette question :

—Combien y a-t-il

L'enfant le regarda d'un air colère et lui répondit :

—0..... en vous comptant.

La galerie d'éclater de rire, et le sobriquet de *Signor Zéro* afflige pendant longtemps le sot questionneur.

—Hier, trois jeunes gens de belle humeur veulent plaisanter un domestier.

—Avez-vous quelque chose à déclarer? demande le brave fonctionnaire.

—Oui, six bouteilles de vin.

—Montrez-les.

—Elles sont là, dit l'un d'eux, en désignant son estomac.

—Alors, passez, répond le douanier. Le vin en cruche ne paye pas.

—On causait, dit M. Albert de Lasalle, de musique et de musiciens.

—Et un tel, qu'est-ce que vous en pensez?

—Hein!

—C'est bon!.....

—Il n'est pas ce qu'on appelle un pianiste, mais.....

Mais il accompagne très bien.

—Beau mérite!..... Les gendarmes aussi accompagnent!

43.

Le conseil de simple bon sens.—Les personnes qui, en toute chose, ne se prompteau à courir au secours du sens commun, les négligent trop souvent quand il s'agit de redresser de la vigueur et de l'énergie et un moral fatigué, et cependant combien n'est-il pas extravagant et dangereux de négliger de tels enseignements! La maladie suit de la faiblesse et l'épuisement. Il faut arrêter ses progrès silencieux mais rapides par de prompts remèdes. Le meilleur que nous connaissons pour ce cas, c'est le Wasserfer Pittsburgh Bitters qui est un tonique hydrogène possédant la vertu de fortifier, régler et tranquilliser le système nerveux et qui est, en outre, le remède choisi du peuple américain pour suppléer à la faiblesse et faire cesser les désordres de l'estomac. Du foie, des boyaux aussi bien que détruire le nombreux sujets de plaints qui accompagnent inévitablement les dérangements de ces organes.

Marié, samedi 24 octobre, à 8 heures et demie P. M., à la Cathédrale de la ville, par le révérend abbé Miquel, E. ACHILLE GUIBET, de Rochefort, en Saintonge (France) à Mlle. MARIE CÉCILE LAMBERT, de cette ville.

31 oct—1t.

Décédée, hier, à deux heures et demie de l'après midi, Dame MADELAINE JEAN LOUIS née Jean, âgée de 65 ans. Ses amis et connaissances et le membres de la non-été de Notre-Dame de la Paix, sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu aujourd'hui samedi, 31 octobre, à cinq heures précises de soir. Le convoi funèbre partira de la maison mortuaire No. 180, rue Bourgogne, entre St Pierre.

AVIS.—Société Lafayette.—Les membres sont priés à assister à l'enterrement de madame CATHERINE LEVEQUE, âgée de vingt-sept ans, femme du président A. Levêque, de demain matin et demain le 31 octobre. Le convoi partira de la résidence du mari, ruecs Bourgogne et St Pierre, à cinq heures précises de soir, 31 octobre.

Par ordre du Président,
21 oct—1t E. GADOL, secrétaire.

ENTREPOT DE TAPIS,
17 17
Nous venons de recevoir nos dernières arrivages d'ANGLETERRE et de NOUVEAUTÉS de Fort et de Paris Meticol, Axminster, Velours, Brussels, Tapis, etc., etc.
COILS, CIRES en toile et autrichiennes.
NATTES—80 pièces blanches, à carreaux et rayées.
STORES—couvertures de planes et de tables.
TAPIS DE DESCENTE—Bruxelles, belges et à bandes.
BUBLAIN—toiles cirées unies et à carreaux pour tables, &c., &c.
A. BROUSSEAU.
30 oct—ef PP

QUÊTE.

DIMANCHE, 1er Novembre devant le jour de la Toussaint, la société de bienfaisance Italienne fera UNE QUÊTE au pied de la tombe Italienne du Cimetière St Louis No 1, au profit des orphelins du Troisième District.

Pour le comité :
31 oct—1t E. TROIS, Secrétaire.

Société Portugaise Lusitane de Bienfaisance de la Nouvelle-Orléans.—Les officiers et les membres de la Société Portugaise Lusitane, du chemin de Bayou, entre les rues Roman et Derbigny, sont priés de se réunir, le 1er novembre, à 2 heures et demie de l'après-midi, au coin d'un tribun de respect à la mémoire de nos frères décédés.

L. Pires Flanagan, de l'église St-Pierre, fera un discours sur les funérailles près de la tombe de la société au cimetière St Louis No. 1, à heures de l'après-midi.

Le président espère que tous les membres assisteront à ce devoir pie.

Par ordre du Président,
ANTOINE MORGAN, Secrétaire.
Nouvelle-Orléans, 30 octobre 1874. 31 oct.

Salle de la Société d'Economie, de bienfaisance et d'Assistance mutuelle, dans des Union rue St. Claude, entre Union et Bienville.—Les membres et amis des membres d'Malte sont par la présente invités à assister avec respectueusement invités par la Société d'Economie à honorer de leur présence leur ordre courant la journée du 1er novembre, jour de la Toussaint, et à la cérémonie qui aura lieu dans la matinée à 9 heures.

Une quête sera faite pour prêts des dames de la "Sainte Famille" en vue de l'objet de la Providence.

Par le Président,
CHAS. CLERBONNET, Secrétaire.
Nlle-Orléans, le 30 octobre 1874. 31oct—1t

Société des Unions Républicains de Bienfaisance Mutuelle.—Les membres que composent cette société en service commandé de la Compagnie "Lion Fenseverancia" sequins Bonnet et Gaiter, et Domingo le 1er de Novembre (fête de tous les saints) à 2½ de la tarde, pour rendre à la commémoration de les actes d'hommes, après la messe qui aura lieu à 10 heures du matin.

Par ordre du Général commandant,
ANTOINE MARIONI,
30 oct—2 18 Vieilé-Levée.

Société des Unions Républicains de Bienfaisance Mutuelle.—Les membres que composent cette société en service commandé de la Compagnie "Lion Fenseverancia" sequins Bonnet et Gaiter, et Domingo le 1er de Novembre (fête de tous les saints) à 2½ de la tarde, pour rendre à la commémoration de les actes d'hommes, après la messe qui aura lieu à 10 heures du matin.

Par ordre du Général commandant,
ANTOINE MARIONI,
30 oct—2 18 Vieilé-Levée.

AU PUBLIC.

Les soussignés, membre d'un Comité nommé par un grand nombre de citoyens, a pensé ce de tous nos concitoyens de la Nouvelle Orléans ce qu'il se trouve à la veille d'une élection générale pour le choix de nos officiers publics, et qu'il est de notre devoir de nous assurer si les personnes qui sont proposées pour remplir ces différentes charges sont dignes de la confiance publique.

Nous avons donc pris la liberté de nous adresser à M. Alexander, candidat à la charge de Shériff, et nous avons reçu de lui la réponse suivante :

Nouvelle Orléans, 29 octobre 1874.

Messieurs,

Je vous remercie de votre offre de service et de votre bonne opinion de moi. Je serai heureux de vous donner toutes les informations que vous désirerez sur mes affaires publiques et privées, et je vous prie de vous adresser à mon bureau, No 59 de la rue St-Charles, où je serai toujours à votre disposition.

Votre très obéissant serviteur,
S. ALEXANDER.

Messieurs F. Conrad, Jules Aucoin, Jules Lagrange, Jules Lagrave, Jules Lamothe, Jules Lemaire, Jules Lemarié, Jules Lemonnier, Jules Lemoyne, Jules Lenoir, Jules Leroux, Jules Levert, Jules Levy, Jules Lewis, Jules Lhomme, Jules Lhote, Jules Lhuillier, Jules Lhuillier, Jules Lhuillier